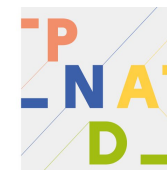




Achats publics responsables
en Nouvelle-Aquitaine

Benchmark des SPASER

des adhérents 3AR (2026) - version courte



Introduction

Pourquoi un SPASER ?

- Les Schémas de Promotion des Achats Publics Responsables existent depuis la **loi relative à l'économie sociale et solidaire de 2014**. Ce dispositif a considérablement évolué au fil des ans.
- Initialement destinés au déploiement de l'ESS, les SPASER se sont vu ajouter une dimension environnementale depuis l'adoption de la **loi de transition énergétique pour la croissance verte (LTECV)** en 2015.
- Depuis la **loi Climat et résilience de 2021**, ils doivent obligatoirement être publiés et faire l'objet d'un suivi de l'atteinte des objectifs qui y sont fixés avec des **indicateurs**.
- Concernant originellement les plus gros acheteurs les SPASER concernent depuis la **loi Industrie verte (25 octobre 2023)** tous les acheteurs soumis au code de la commande publique dont le volume d'achat dépasse les 50 millions d'euros annuels HT.
- La loi Industrie verte est venue également préciser le contenu obligatoire de ces schémas, défini à l'article **L. 2111-3** du code de la commande publique : les SPASER doivent traiter d'un spectre élargi de sujets environnementaux, parmi lesquels la durabilité des produits, la sobriété numérique et les achats permettant de réduire les émissions et la consommation d'énergie, d'eau et de matériaux.

Introduction

Pourquoi ce benchmark ?



Action 12 du PNAD

"Recenser et valoriser les bonnes pratiques et plans d'actions locaux, afin d'assurer leur déploiement (SPASER, Agenda 21, ou plans, chartes, labels ou équivalents)"



Missions de 3AR

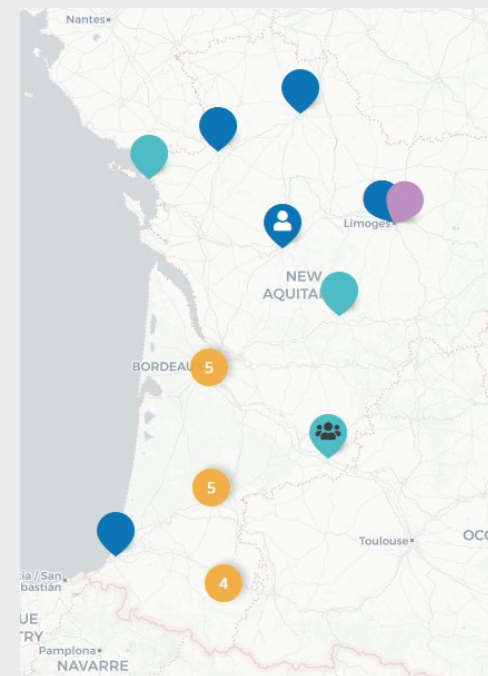
"Valoriser et partager les expériences au sein du réseau"

Point méthodologique :

Ce Benchmark a été réalisé à partir de la grille d'analyse mise en place dans le [Benchmark SPASER de Brest Métropole](#) sur le territoire Grand Ouest en 2024 par Romain Tournereau & Aboubacar Abdoulaye Walele & Guillaume Poissenot



Déjà 22 SPASER chez nos adhérents



486 pages analysées



1. Présentation des SPASER

Présentation des SPASER

- 1 Comitéologie
- 2 Décomposition
- 3 Objectifs cibles chiffrés
- 4 Indicateurs
- 5 Mise en œuvre

Présentation des SPASER

Constats :

- Des structures de type et de taille très variables disposent d'un SPASER en Nouvelle-Aquitaine :
 - Collectivités territoriales
 - Bailleurs sociaux
 - Établissement public national
 - (à venir) : Établissements sanitaires et médico-sociaux
- Plusieurs SPASER mutualisés ([Art. L2111-3 al.4 CCP](#)) :
 - Ville et CCAS
 - Intercommunalité et ville centre
 - Intercommunalité et régions
- Un soutien politique plus ou moins affiché selon les structures.
 - On note la présence d'une section dédiée aux élu·es dans 7 des 22 SPASER analysés.
- Des Volumes d'Achat variés :
 - de 20 millions d'euros à plus de 800 millions d'euros d'achat annuel.

2. Comitologie

- 1 Présentation des SPASER
- 2 Comitologie
- 3 Décomposition
- 4 Objectifs cibles chiffrés
- 5 Indicateurs
- 6 Mise en œuvre
- 7 Entrées thématiques

Comitologie des SPASER



DISCLAIMER : Les informations sur le volet « comitologie » sont issues des SPASER, elles peuvent donc être partielles.

Plusieurs instances de pilotage qui peuvent porter des noms variables :

- Comité de pilotage / Groupe projet / Comité de suivi / Comité Technique / "Club Marché"

Bien souvent, ces instances sont composées :

- **D'un service technique** : juridique, commande publique, achats, logistique, gestionnaires.
- **D'un service lié au développement durable** : transition écologique, transition énergétique, inclusion, insertion, responsabilité sociale et environnementale, développement territorial, Agenda 21.

Les élu.es peuvent être impliqués.es dans le pilotage du SPASER.

Lorsque la fréquence de réunion est précisée, elle est la plupart du temps annuelle.

5 SPASER rattachés aux ODD.

Précision des pilotes pour chaque action dans 4 SPASER.

3. Décomposition des SPASER

- 1 Présentation des SPASER
- 2 Comitologie
- 3 Décomposition
- 4 Objectifs cibles chiffrés
- 5 Indicateurs
- 6 Mise en œuvre

Décomposition des SPASER

Dans les SPASER de Nouvelle-Aquitaine, on trouve en moyenne :

- 4 mesures de 1^{er} niveau (Axes/Volets) :
 - **Environnemental** : économie circulaire, santé, biodiversité, consommation d'énergie, réduction des émissions de GES, numérique responsable
 - **Social** : ESS, inclusion, insertion, emploi, égalité Femmes/Hommes, santé au travail, bien-être, éthique
 - **Economique** : TPE/PME, performance, innovation, échelle locale
 - **Gouvernance** : Communication, formation, parties prenantes
- 12 mesures de 2^{ème} niveau (Objectifs/Chantiers/Missions/Enjeux/...)
- 34 mesures de 3^{ème} niveau (Actions/Chantiers/Objectifs/Cibles/Chantiers/Fiches Actions...)
- 30 indicateurs (avec de grosses variations)



Le 5^{ème} axe ...

- 3 SPASER disposent de plus de 4 axes. Les 5^{ème} ou 6^{ème} axes mettent souvent en avant les priorités des structures (santé environnementale, volet économique, soutien à l'ESS, etc.)

4. Objectifs cibles chiffrés

- 1 Présentation des SPASER
- 2 Comitologie
- 3 Décomposition
- 4 Objectifs cibles chiffrés
- 5 Indicateurs
- 6 Mise en œuvre

Objectifs cibles chiffrés

Exemples

Exemple : volet environnemental

Augmenter la part des agrégats dans les formules d'enrobés mises en œuvre : d'ici 2028 atteindre entre 35 et 40 %

Exclure les produits issus de l'élevage sans accès au plein air (sortie de l'élevage intensif) et de la pisciculture

Dépasser les objectifs du Plan National d'Action pour l'Achat Public Durable de 30% de marchés intégrant une clause environnementale chaque année.

50% de produits durables et de qualité dont au moins 20% de produits bio dans les services de restauration collective



AGEC : Cible, en application du décret d'application n°0224-134 du 21/02/2024 : Le décret n° 2024-134 du 21 février 2024 relatif à l'obligation d'acquisition par la commande publique de biens issus du réemploi ou de la réutilisation ou intégrant



Etudier et prescrire pour les marchés de voirie les possibilités de réutilisation d'agrégats enrobés, utilisation d'enrobés tièdes et ou à basses calories, l'utilisation et la réutilisation de matériaux sur sites, le traitement des déchets assuré sur les chantiers : 30 000 tonnes d'agrégats d'enrobés/an 30 000 tonnes d'enrobés tièdes ou à basses températures/an.

Exemple : volet social

/

/

/

A l'horizon 2025, 30% des marchés notifiés au cours d'une année comprendront au moins une disposition sociale.

Cible : au moins 10% des contrats de la commande publique attribués à des structures inclusives et de l'ESS

Cap vers 10% de commande publique inclusive sur le territoire en 2027 (2024 : 18 EPCI ; 2027 : 20% des communes landaises)

Objectifs cibles chiffrés

Exemples	
Exemple : volet environnemental	Exemple : volet social
Objectif Cible 4.2 : Proposer un référentiel standard à activer pour chaque nature de marché (travaux, fournitures, services) afin d'atteindre 100% des marchés intégrant des considérations environnementales à horizon 2025 (cf PNAD* 2022-2025).	Objectif Cible 10.2 : Proposer un référentiel standard à activer pour chaque nature de marché (travaux, fournitures, services) afin d'atteindre 30% des marchés intégrant des considérations sociales à horizon 2025 (cf PNAD* 2022-2025)
Petite enfance : Poursuivre la démarche Manger bio et local débutée en 2019 pour une alimentation saine et de qualité : obtention du label Ecocert en cuisine, 2e carotte pour les repas servis dans les 5 crèches de l'intercommunalité, 50% d'achat bio, 20% de produits bio et locaux avec une priorité pour l'achat de produits de saison	/
100% des marchés de travaux doivent inclure un cadre de mémoire environnemental	/
Chantier 6 : Aller au-delà des seuils imposés par la Loi EGalim (50% de produits durables, de qualité et sains dont 20% de produits issus de l'agriculture biologique)	Chantier 13 : Développer les clauses d'insertion dans les marchés de travaux (100%), de services d'entretien (25%) et de prestations intellectuelles (10%)
Action 10 : Labelliser 20 collèges 100% bio local sur la période 2024-2025-100% des collèges en 2028	Action 9 : Attribuer a minima 1 marché réservé par an.

Objectifs cibles chiffrés

Exemples	
Exemple : volet environnemental	Exemple : volet social
Enjeu 1; Chantier 4 "0 Artificialisation nette" 	Axe 2; Enjeu 2 "Généraliser la clause d'insertion sociale dans nos contrats : atteindre 60 % des marchés incluant une clause sociale, valoriser l'apprentissage"
Objectif 2 : Intégrer l'exigence de labellisation NF Habitat pour 100% des opérations de construction neuve locatives, dont 25% en NF Habitat HQE	Réserver 25% des marchés de nettoyage des parties communes aux Structures d'insertion par l'Activité Economique, Établissements et Service d'Aide par le Travail, Entreprises Adaptées / Entreprises de l'économie Sociale et Solidaire du territoire.
% de marchés (MAPA/MP) intégrant un critère environnemental de jugement des offres (cible 40%) 	→ % de marchés (MAPA/MP) intégrant une clause sociale d'exécution obligatoire (cible 25%) 
% d'achat/an de biens issus du réemploi, réutilisation, recyclage ou occasion (Cible : décret n° 2° 24-134) 	% de base vie disposant d'un vestiaire pour les employées de sexe féminin (Cible de 100%)
100% part d'achat de l'électricité verte dans le total de l'électricité consommée dans les bâtiments départementaux	700 000 € montant des marchés réservés notifiés chaque année aux structures de l'ESS/SIAE.STP
Pourcentage de véhicules à faible émission et de véhicules à très faible émission dans le renouvellement du parc - catégorie véhicules légers : 2025 : 30 % ; 2026 : 40 % ; 2027 : 40 %.	Nombre d'agents formés par le SAMP aux achats socialement responsables. 2025 : mise en place ; 2026 : 50 agents formés ; 2027 : 100 agents formés.

Objectifs cibles chiffrés

Le Plan National des Achats Durables (PNAD) 2022-2025 fixe un objectif de 100 % des marchés intégrant une considération environnementale et de 30 % une considération sociale d'ici 2026.

La moitié des SPASER analysés intègrent explicitement l'obligation environnementale — à noter que parmi ceux qui ne le mentionnent pas, certains ont été publiés avant la parution du PNAD. L'obligation sociale est quant à elle rappelée dans 10 SPASER, mais seuls 6 d'entre eux fixent une cible chiffrée de 30 %.

Critère	Nombre de SPASER	Exemples
Présence d'un objectif cible relatif aux considérations environnementales	15 sur 22	Exemple : “ 100 % de considérations environnementales en 2026” Exemple : “100% des marchés de travaux doivent inclure un cadre de mémoire environnemental”
Présence d'un objectif cible relatif aux considérations sociales	14 sur 22	Exemple : "Le recours systématique aux clauses sociales pour tous les marchés publics de travaux supérieurs à 90 000 € HT soit en moyenne 150 000 heures d'insertion par an" Exemple : "% de marchés (MAPA/MP) intégrant une clause sociale d'exécution obligatoire (cible 25%)”

-  **80%** avec au moins un objectif exprimé en %
-  **1** SPASER avec au moins 1 en € : « 700 000 € montant des marchés réservés notifiés chaque année aux structures de l'ESS / SIAE / STPA) »

5. Indicateurs

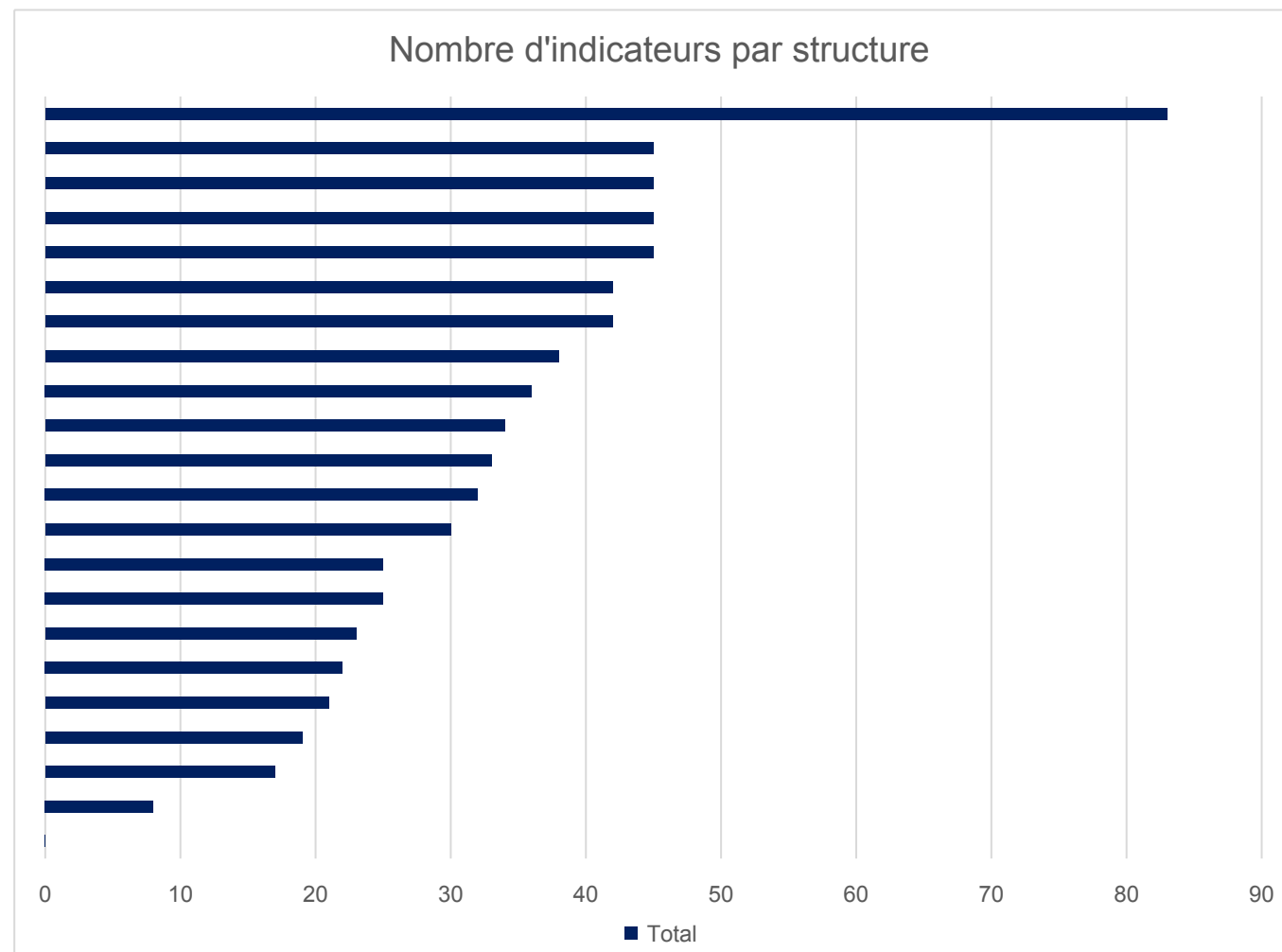
- 1 Présentation des SPASER
- 2 Comitologie
- 3 Décomposition
- 4 Objectifs cibles chiffrés
- 5 Indicateurs
- 6 Mise en œuvre

Indicateurs

Les indicateurs mobilisés couvrent des thématiques variées. Pour les structures ayant publiés leurs indicateurs, la moyenne s'établit à 30 par structure.

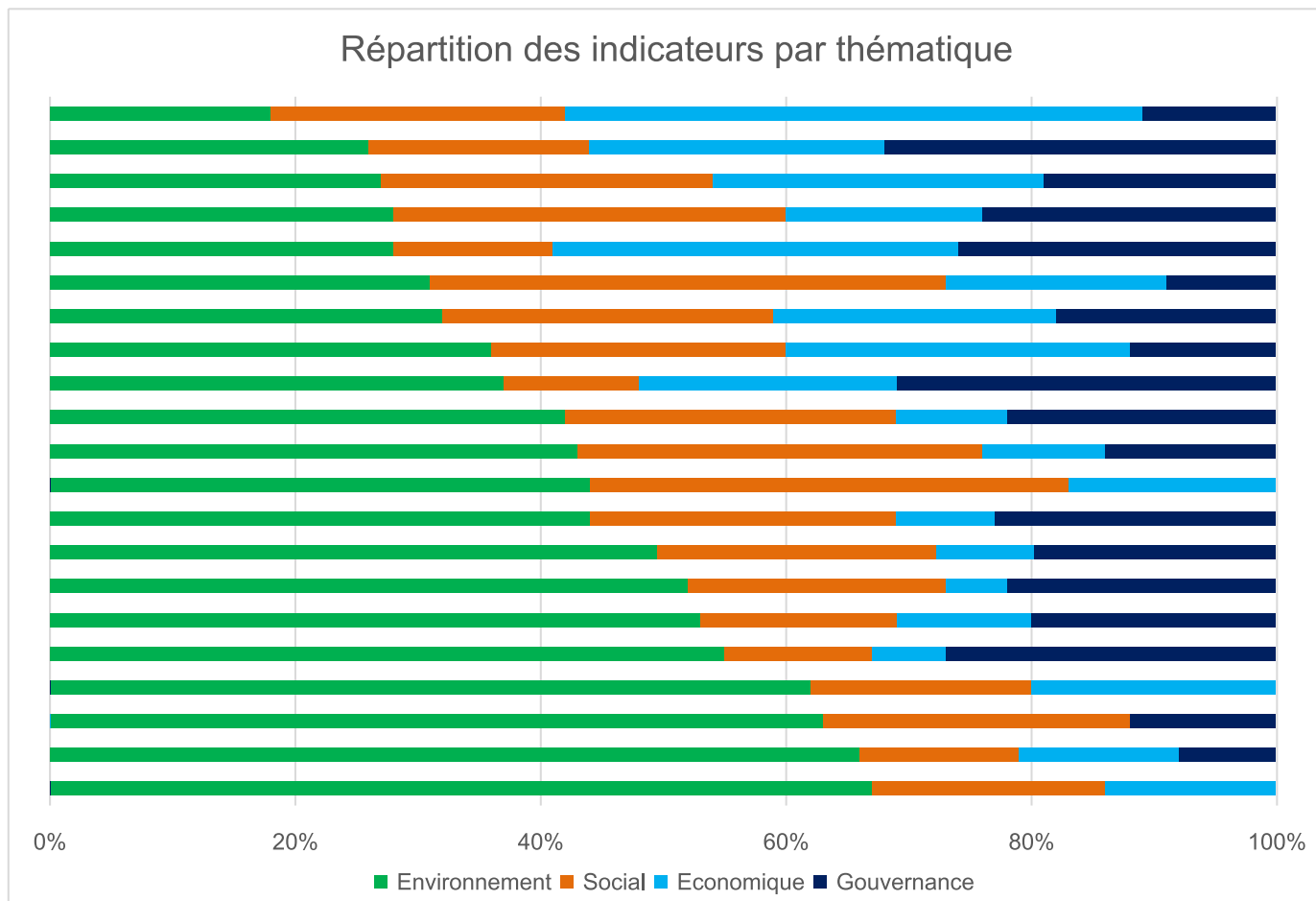
Parmi les structures analysées, certaines se distinguent par un nombre particulièrement élevé d'indicateurs. À l'inverse, certaines structures n'ont pas publié leurs indicateurs, ce qui explique l'absence de données les concernant.

La réglementation impose une publication des indicateurs au moins tous les deux ans (Article [L. 2111-3](#) du code de la commande publique), mais certaines collectivités choisissent une fréquence annuelle.



Indicateurs

Répartition des indicateurs par thématique



En catégorisant les indicateurs selon les grandes thématiques du développement durable – environnement, social, économique – auxquelles s’ajoute un volet « gouvernance », il est possible de mener une analyse plus fine de leur répartition.

Dans 7 SPASER sur 22, plus de la moitié des indicateurs porte sur le volet environnemental. Dans d’autres cas, ce sont les dimensions sociale ou économique qui prédominent.

Les indicateurs liés à la gouvernance restent souvent marginaux, voire absents. À l’inverse, certaines structures leur accordent une place importante : ils représentent plus de 30 % des indicateurs dans 2 structures.

Il convient toutefois de manier ces chiffres avec précaution : certains indicateurs peuvent relever de plusieurs thématiques. Par exemple, le soutien à l’économie sociale et solidaire peut être rattaché à la fois aux volets social et économique ; de même, le calcul du coût global peut être interprété comme une mesure à la fois économique et environnementale. Une analyse plus approfondie serait donc nécessaire pour affiner ces résultats.

Constitution d'une banque d'indicateurs

Synthétisation de tous les indicateurs utilisés dans les SPASER de Nouvelle-Aquitaine regroupés par Axe, par Objectif stratégique et par Thème au sein d'un fichier Excel.

Axe Gouvernance :

Objectifs stratégiques	Thème	Indicateurs	Référence
Professionaliser la fonction achat (formation, efficacité, suivi)	Sensibilisation/Format	Nombre de sensibilisations effectuées par le SCP auprès des services (mails, flash)	Charente-Maritime
	Sensibilisation/Format	Pourcentage et nombre d'acheteurs de la collectivité sensibilisés et formés aux en	Poitiers
	Sensibilisation/Format	Pourcentage et nombre d'acheteurs de la collectivité formés à l'intégration de con	Poitiers
	Sensibilisation/Format	Nombre de sensibilisations réalisées auprès des agents et nombre de participants	Angoulême
	Sensibilisation/Format	Nombre de sensibilisations des services effectuées par le SCP	Charente-Maritime
	Sensibilisation/Format	Nombre de sensibilisation à la thématique	Charente-Maritime
	Sensibilisation/Format	Nombre de formations dispensées par an/nombre de participants	Dordogne
	Sensibilisation/Format	Nombre d'actions internes de sensibilisation et d'information	Pau
	Sensibilisation/Format	Nombre d'actions et/ou de formation menées	Pau
	Sensibilisation/Format	Nombre d'agents formés sur les achats responsables et durables, aux enjeux ou	Angoulême
	Sensibilisation/Format	Nombre d'acheteurs formés aux achats durables	Niort
	Sensibilisation/Format	2028 - Former l'ensemble des acheteurs et du service marché : Nombre d'acheteu	CD64
	Sensibilisation/Format	Nombre d'agents formés par le SAMP aux marchés publics.Objectifs : + 2025 : mis	CU Limoges
	Sensibilisation/Format	Nombre de formations aux achats durables et responsables réalisées/an	CD47
	Etat des lieux	Nombre de bilatérales/an identifiant les opportunités d'achat intégrant des consid	CD47
	Etat des lieux	Evaluer le nombre d'agents réalisant des marchés	Poitiers
	Etat des lieux	Campagne de recensement des achats effectuée	Charente-Maritime
	Etat des lieux	Etablir une cartographie des achats	Poitiers
	Etat des lieux	Réalisation d'une cartographie achats stabilisée (montant achats, panel fournisse	CAPB
	Etat des lieux	Stabilisation d'un tableau de bord achats	CAPB
	Structuration	Une procédure achats formalisée (structuration du SPASER, gouvernance achats,	Poitiers
	Structuration	Mise en place de la nomenclature opérationnelle	CAPB
	Structuration	2025 - 1/an : Mise en place d'une programmation annuelle en faveur des achats re	CD64
	Structuration	2025 - 20% : Ecart entre le nombre d'achats recensés supérieurs à 90 K en début	CD64
	Structuration	2026 - 10 : Nombre de dossiers à enjeux forts ciblés par année	CD64
	Marchés Transversaux	Nombre de marchés transversaux	Charente-Maritime
	Marchés Transversaux	Un état des lieux des marchés transversaux à couvrir (feuille de route des marchés	CAPB
	Outils	Un espace / une rubrique sur le site internet et internet de la CAPB dédié aux infor	CAPB
	Outils	Une bibliothèque de documents types achats	CAPB
	Outils	Un support d'information pédagogique sur le rôle et les missions du binôme "acha	CAPB
	Outils	Mettre en place des fiches d'initialisation du besoin	Poitiers

Axe Social :

Objectifs stratégiques	Catégorie	Indicateurs	Référence
Sensibilisation/Information/Formation (général)	Sensibilisation	Nombre de sensibilisations auprès des services	Charente-Maritime
	Sensibilisation	Recensement des actions de sensibilisation des entreprises au travers de la présenta	CAPB
	Sensibilisation	Nombre de sensibilisations effectuées par le SCP auprès des services.	Charente-Maritime
	Sensibilisation	Nombre de réunions d'information organisées pour les référents métier achats (en col	CAPB
	Formation	Nombre d'agents formés par le SAMP aux achats socialement responsables.Objectifs	Limoges
	Rencontres	Nombre de manifestations/rencontres organisées	Bordeaux
	Rencontres	Nombre de contacts/rencontres avec les entreprises spécialisées	Charente-Maritime
	Rencontres	Nombre de rencontres entre acteurs de l'insertion sociale et référents métier achats	CAPB
	Considérations	Nombre de services ayant intégré des considérations sociales dans leurs marchés	Charente-Maritime
	Considérations	Nombre de marchés comprenant un critère ou un élément d'appréciation dans le mé	Pau
Intégrer les conditions sociales dans les marchés publics	Considérations	% de marchés comportant une considération sociale	Charente-Maritime
	Considérations	2027 - 100% : Pourcentage de contrats supérieurs à 90 K intégrant une considération	CD64
	Critères	Nombre et montants des marchés passés avec un critère social	Bordeaux
	Critères	Nombre de marchés/an avec un critère d'attribution à caractère social et/ou une varia	CD47
	Critères	Nombre de marchés intégrant des critères sociaux (hors clauses d'insertion et lots rés	Landes
	Clause d'insertion	Nombre de marchés intégrant une clause d'insertion sociale et son évolution	CAPB
	Clause d'insertion	Nombre de marchés clausés dans la tranche des marchés supérieurs à 25 000 € HT	Landes
	Clause d'insertion	Analyse des typologies de marchés intégrant une clause d'insertion sociale et de l'évo	CAPB
	Clause d'insertion	Nombre d'heures d'insertion par an	Charente-Maritime
	Clause d'insertion	Nombre d'heures d'insertion réalisées annuellement dans les marchés comportant ut	Poitiers
Utiliser le levier de la clause d'insertion et favoriser l'insertion des personnes éloignées de l'emploi	Clause d'insertion	2028 - 20 000 heures : Nombre d'heures d'insertion contractualisées/réalisées	CD64
	Clause d'insertion	Nombre d'heures d'insertion réalisées.	CU Limoges
	Clause d'insertion	Volume d'heures d'insertion contractualisées	Landes
	Clause d'insertion	Nombre de marchés comportant des clauses d'insertion en marché de travaux	Pau
	Clause d'insertion	Nombre de marchés comportant des clauses d'insertion hors marché de travaux	Pau
	Clause d'insertion	% de marchés incluant une clause d'insertion par nature d'achat	Gironde
	Clause d'insertion	% de marchés incluant un critère relatif à la clause d'insertion	Gironde
	Clause d'insertion	Nombre de marchés comportant une clause d'insertion	Poitiers
	Clause d'insertion	% de marchés par nature incluant une clause d'insertion	Aquitains
	Clause d'insertion	Nombre annuel d'heures d'insertion, sortie positive	Aquitains

Axe Environnemental :

Objectifs stratégiques	Catégorie	Sous-catégorie	Indicateurs	Réfé
Rendre les marchés plus exigeants en matière environnementale	Objectif PNAD	Considération environnementale	Nombre de marchés prenant en compte la thématique	Charente-
	Objectif PNAD	Considération environnementale	% de marchés intégrant une annexe environnementale et/ou clause d'exécution dédiée (cible 60%)	ASP
	Objectif PNAD	Considération environnementale	% et nombre de marchés intégrant des dispositions environnementales par catégorie	Poitiers
	Objectif PNAD	Considération environnementale	% de marchés comportant des considérations environnementales dont des critères environnementaux	Dordogne
	Objectif PNAD	Considération environnementale	% de marchés avec une considération environnementale	Charente-
	Objectif PNAD	Considération environnementale	2026 - 100% : Pourcentage de marchés notifiés supérieurs à 90 K intégrant au moins une considération	CD64
	Objectif PNAD	Considération environnementale	Nombre de consultations comportant des conditions d'exécution ou des spécifications intégrant un as	CU Limoge
	Objectif PNAD	Critère environnemental	Mesure de la mise en œuvre des critères en exécution	Bordeaux
	Objectif PNAD	Critère environnemental	% de marchés (MAO/MO) intégrant un critère environnemental de jugement des offres (cible 40%)	ASP
	Objectif PNAD	Critère environnemental	2026 - 100% : Pourcentage de contrats de fournitures et de travaux supérieurs à 90 K incluant un critère	CD64
Rendre accessible et transparente la commande publique	Objectif PNAD	Critère environnemental	% de marchés intégrant un critère environnemental et/ou une variante environnementale (Cible : de 40	CD47
	Objectif PNAD	Critère environnemental	Nombre et montant des marchés avec des clauses environnementales	Bordeaux
	Objectif PNAD	Critère environnemental	Nombre de marchés/an avec clauses environnementales, écolabels, labels écologiques et/ou des 14	CD47
	Objectif PNAD	Critère environnemental	% de marchés intégrant le coût du cycle de vie ou coût global	Dordogne
	Coût Cycle de Vie / G/Transverse		% des marchés prenant en compte l'approche « coût cycle de vie »	Gironde
	Coût Cycle de Vie / G/Transverse		% en volume de dépenses HT de fournitures achetées issues du réemploi, de la réutilisation ou du recycl	Poitiers
	Coût Cycle de Vie / G/Transverse		Nombre de marchés prenant en compte l'approche "coût cycle de vie"/an (Cible : 10 à 35)	CD47
	Coût Cycle de Vie / G/Transverse		Nombre de marchés intégrant l'analyse de coût complet	CAPB
	Réemploi/Recyclage/R/Transverse		Nombre de marchés hors loi AGECE prévoyant des fournitures issues du réemploi, de la réutilisation ou	Pau
	Réemploi/Recyclage/R/Transverse		% en volume de dépenses HT de fournitures achetées issues du réemploi, de la réutilisation ou du recycl	Poitiers
	Réemploi/Recyclage/R/Transverse		Nombre de marchés incluant du réemploi, de la réutilisation ou des matières recyclées	Charente-
	Réemploi/Recyclage/R/Transverse		2028 - Dépasser de 5% les objectifs de la loi AGECE : Pourcentage des dépenses de biens issus du réem	CD64
	Réemploi/Recyclage/R/Transverse		Pourcentage de volume d'achats de produits en matière recyclée par rapport aux familles d'achat ident	CU Limoge
	Réemploi/Recyclage/R/Transverse		Pourcentage de volume d'achats de produits issus du réemploi ou de la réutilisation par rapport aux fam	CU Limoge
	Réemploi/Recyclage/R/Transverse		% d'achat de biens issus du réemploi, réutilisation, recyclage ou occasion (Cible : décret n°224-13	CD47
	Réemploi/Recyclage/R/Transverse		Les objectifs de montant total annuel dépensé par famille d'achat issus du réemploi ou intégrant des r	CAPB
	Réemploi/Recyclage/R/Transverse		% des dépenses relatives à des biens issus de la réutilisation et du réemploi	Gironde
	Réemploi/Recyclage/R/Transverse		% de marchés prévoyant l'utilisation de matériaux issus du réemploi et/ou de la réutilisation	Pau
	Réemploi/Recyclage/R/Transverse		% des dépenses de biens comportant des matériaux recyclés	Aquitains
	Réemploi/Recyclage/R/Transverse			Aquitains

Axe Economique :

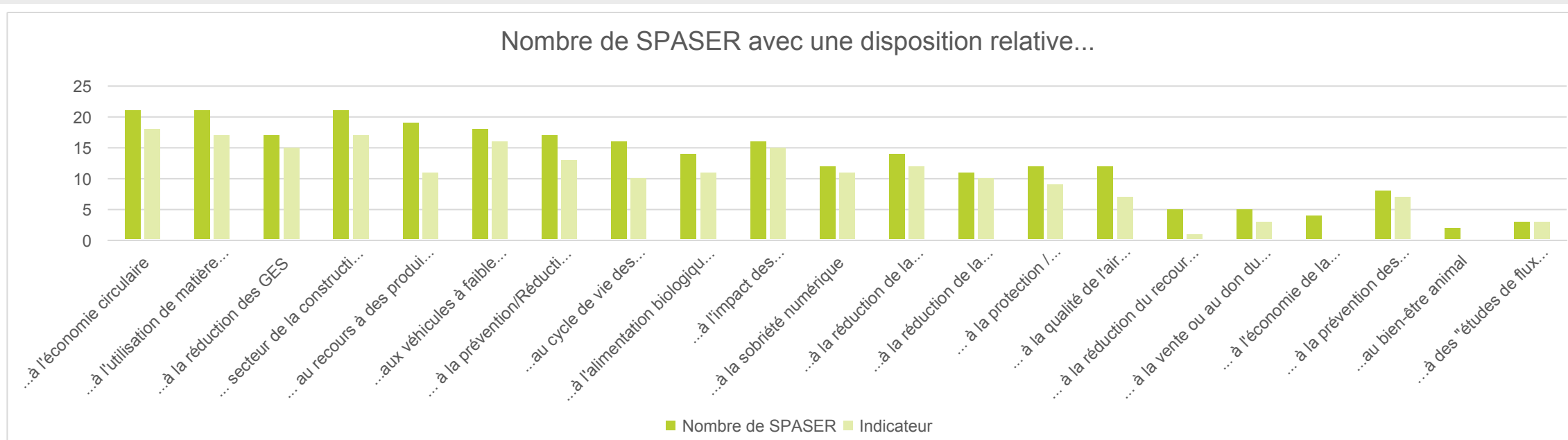
Objectifs stratégiques	Thème	Indicateurs	Référence
Encourager l'innovation	Acteurs	Nombre d'acteurs de l'innovation titulaire d'un marché	Angoulême
	Rencontres	Nombre de rencontres organisées avec les acteurs de l'innovation	Angoulême
	Marchés innovants	Nombre de procédures générant une solution innovante	Angoulême
	Marchés innovants	Nombre de consultations passées selon une procédure innovante	Pau
	Marchés innovants	Nombre de marchés d'innovation conclus par an	Pau
	Marchés innovants	Nombre de marchés innovants conclus	Bordeaux
	Variante	Nombre de marchés comprenant une variante innovante	Pau
	Variante	2026 - % : Pourcentage de marchés supérieurs à 90 K ouverts au	CD64
	Variante	2026 - % : Pourcentage de marchés supérieurs à 90 K conclus au	CD64
	Plan de progrès	Pourcentage de consultations faisant l'objet d'un plan de progrès	CU Limoges
Rendre accessible et transparente la commande publique	Planification achats	Date de publication de la planification des achats	ASP
	Planification achats	Mise en ligne de la programmation annuelle des marchés et ajus	CAPB
	Planification achats	Taux de programmation des achats au regard du délai de transmi	CD47
	Aide entreprises	Rencontre en format plénière des acteurs économiques	CAPB
	Aide entreprises	Nombre de réunions d'information	Dordogne
	Aide entreprises	Nombre de sessions de formations / informations	Bordeaux
	Aide entreprises	Nombre d'ateliers réalisés	Bordeaux
	Aide entreprises	Nombre de fiches explicatives créées	Charente-Maritime
	Aide entreprises	Nombre de procédures avec documents de consultation simplifi	Niort
	Aide entreprises	Nombre de documents du DCE simplifiés pour rendre la comma	Pau

6. Mise en œuvre

- 1 Présentation des SPASER
- 2 Comitologie
- 3 Décomposition
- 4 Objectifs cibles chiffrés
- 5 Indicateurs
- 6 Mise en œuvre

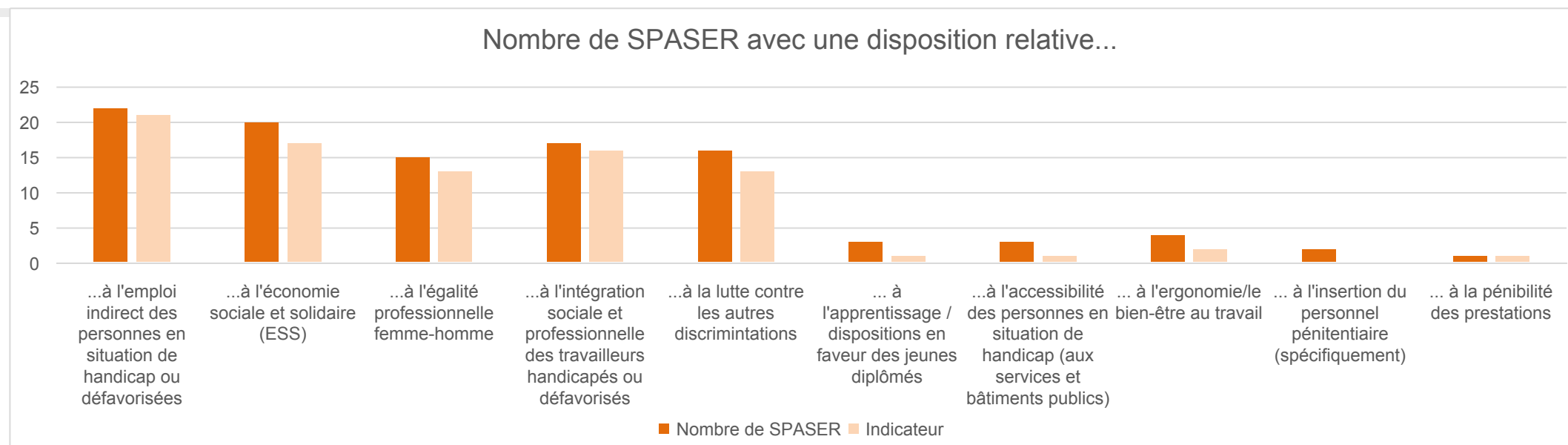
Mise en œuvre : Volet environnemental

- Les mesures bénéficiant d'un appui réglementaire fort sont largement représentées : **Economie circulaire (AGEC)**, **Bâtiment (RE2020)**, **Denrées alimentaires (EGalim)**, **Numérique (REEN)**, **Transports (LOM)**
- **Mesures moins courantes** : Bien-être animal, Prévention des îlots de chaleur (ex. Niort, Aquitanis), Vente ou don du matériel inutilisé, Réduction des emballages, Prise en compte de la biodiversité.
- Trois grandes catégories :
 - **Santé environnementale** : alimentation durable, lutte contre les perturbateurs endocriniens, protection de la biodiversité.
 - **Réduction des consommations** : économies d'énergie, d'eau, réduction des émissions de gaz à effet de serre.
 - **Économie circulaire** : réemploi, recyclage, prise en compte du cycle de vie des produits, dons,...



Mise en œuvre : Volet social

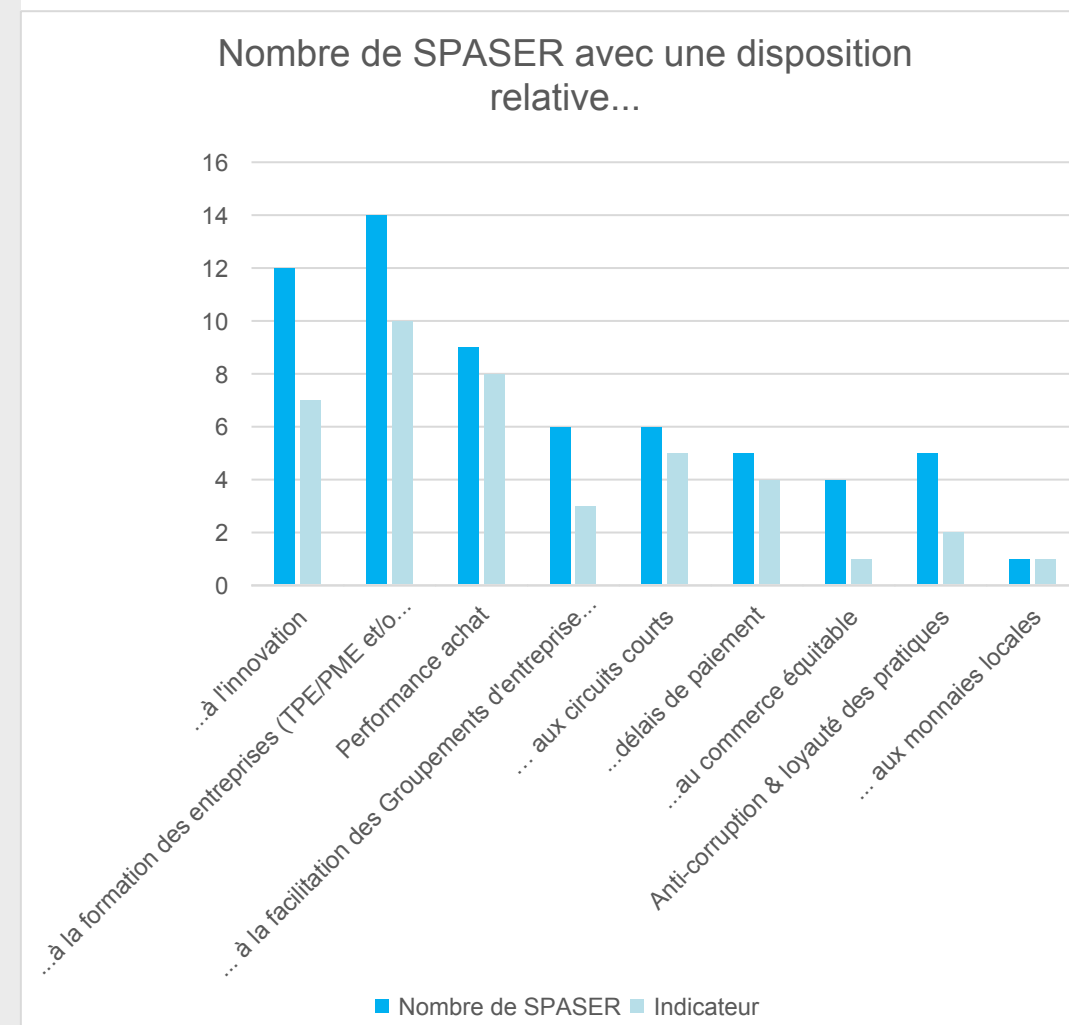
- La clause d'insertion est citée dans quasiment tous les SPASER analysés.
- L'Économie Sociale et Solidaire (ESS) est également un levier largement mobilisé, intégré dans la quasi-totalité des SPASER.
- L'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes est un autre enjeu structurant de l'axe social. Par exemple, le SPASER du Lot-et-Garonne exige que les bases de vie sur les chantiers soient systématiquement adaptées pour les femmes.
- Les questions de lutte contre les discriminations et d'inclusion des travailleurs handicapés apparaissent dans plus de la moitié des documents analysés, témoignant d'un engagement significatif en faveur de l'inclusion.
- Mesures sociales plus rares sur : l'apprentissage, le bien-être et l'ergonomie au travail, l'accessibilité des équipements ou encore la pénibilité des prestations.
- Enfin, une nouveauté juridique commence à être traduite dans les SPASER : la possibilité de réserver certains marchés au personnel pénitentiaire. Cette disposition, encore peu mobilisée, est néanmoins déjà intégrée dans les SPASER du CD47 et du CD17, deux documents parus récemment



Mise en œuvre : Volet économique

Constats :

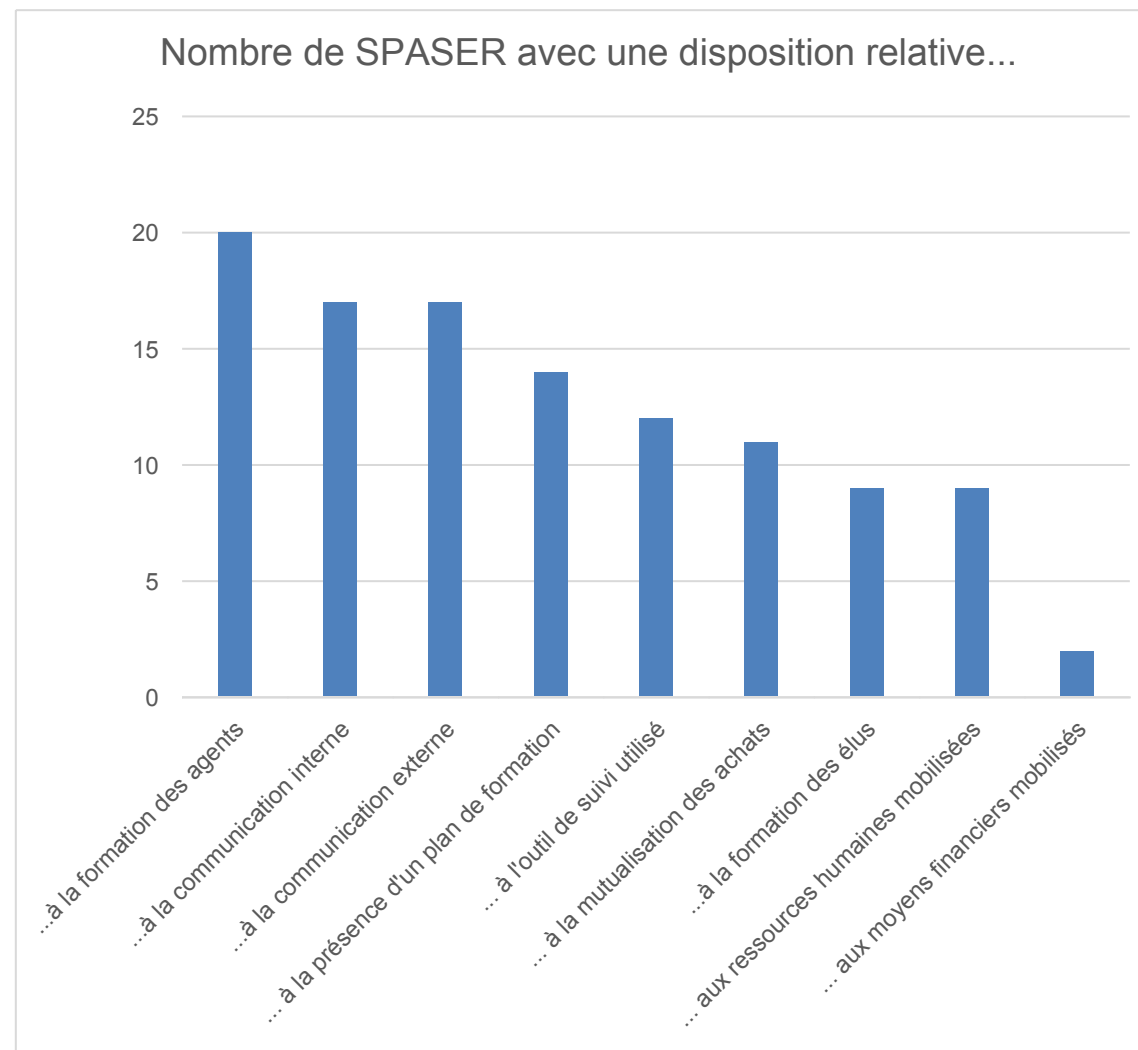
- En matière économique, il existe une grande diversité d'approches selon les territoires.
- L'innovation et la formation des entreprises sont néanmoins des enjeux régulièrement cités, figurant dans **plus de la moitié des SPASER**. Ces mentions traduisent une volonté partagée de soutenir la montée en compétence des acteurs économiques locaux.
- D'autres mesures, fréquemment observées, visent à **favoriser le développement économique du territoire** :
 - Réduction des délais de paiement,
 - Facilitation des groupements d'entreprises, notamment pour les TPE/PME et les structures de l'Économie Sociale et Solidaire (ESS).
- De manière plus ponctuelle, certaines collectivités se distinguent par des engagements spécifiques :
 - Le commerce équitable est ainsi intégré aux SPASER de Grand Poitiers et du Conseil Régional de Nouvelle-Aquitaine.
 - L'usage des monnaies locales est mentionné dans le SPASER du Pays Basque.



Mise en œuvre : Volet gouvernance

Constats :

- La **formation des agents** est très fréquemment citée comme une disposition importante des SPASER. Cependant, la présence d'un **plan de formation** ne concerne que la moitié des structures ayant pour priorité la formation des agents.
- La **formation des élus** n'est mentionnée que dans 5 SPASER. Cela s'explique en partie car 3 structures analysées ne sont pas concernées (ASP et bailleurs sociaux).
- La **communication interne**, autant que la **communication externe** sont citées dans plus de la moitié des SPASER analysées comme des leviers de la gouvernance.
- Les **outils de suivis** sont rarement mentionnés dans les SPASER. Certaines collectivités utilisent Marco ; d'autres utilisent SIS Marchés et Grand Angle.
- La **mutualisation des achats** semble être identifiée comme une priorité dans près d'un tiers des SPASER, dont certaines sont déjà dans une démarche de SPASER mutualisé.
- Sur les **ressources humaines et financières** mobilisées pour réaliser le SPASER, les informations sont assez rares. Il peut exister des binômes de référents ou l'achat durable peut être incarné par une personne au sein de la structure.

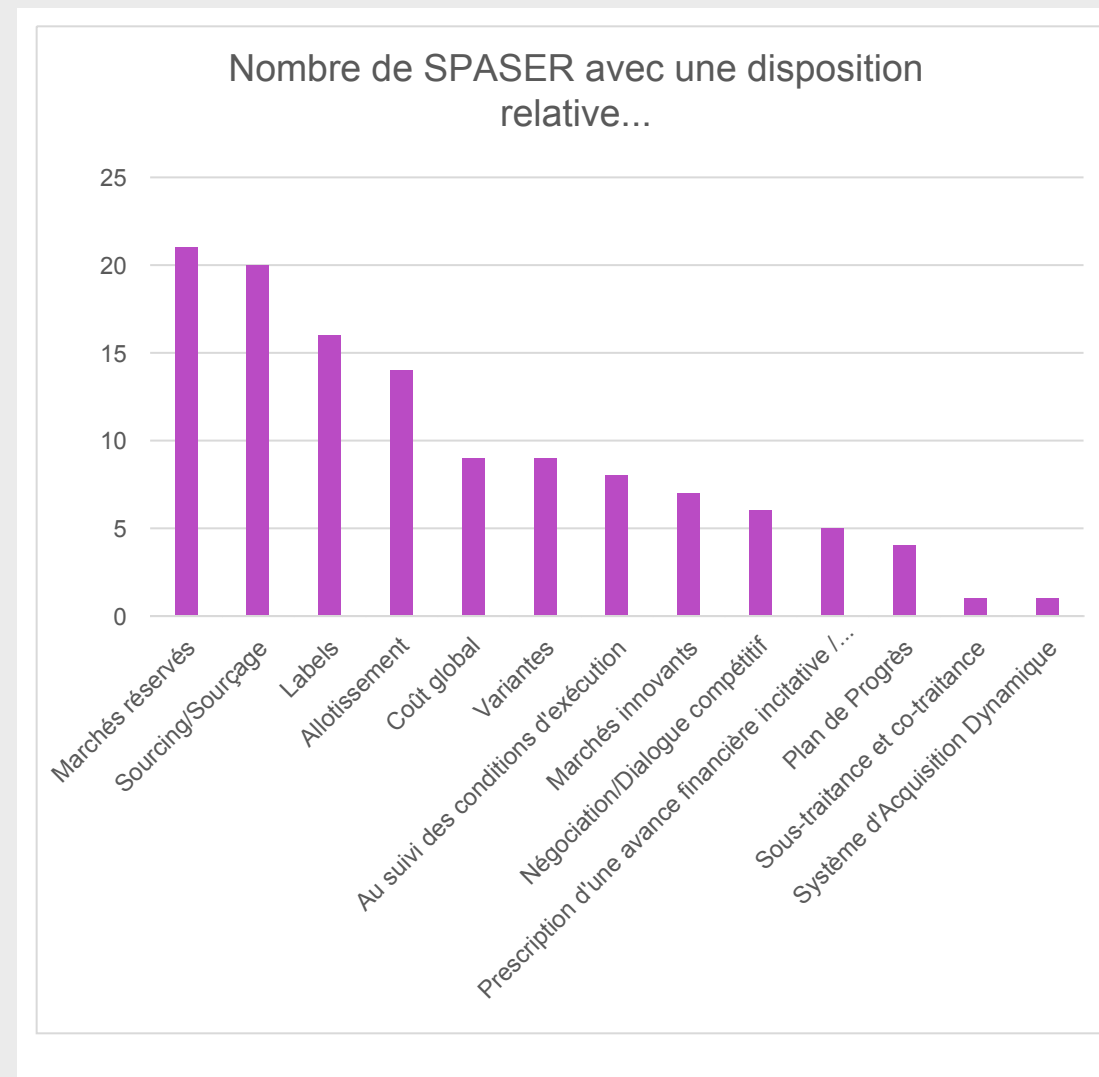


Pour les dispositions marquées d'une astérisque (), les informations ne sont pas forcément présentes dans le SPASER mais ont pu être récoltées par le réseau 3AR.*

Mise en œuvre : Techniques d'achat

Constats :

- Parmi les techniques d'achat mobilisées dans les SPASER analysés, certaines se distinguent :
 - Les marchés réservés (articles L2113-12 à L2113-16) sont mentionnés dans tous les SPASER, ce qui en fait la technique la plus citée.
 - Le sourcing (ou sourçage), encadré par les articles R2111-1 et R2111-2, apparaît dans 16 SPASER, le recours aux labels est lui mentionné dans également 16 SPASER (R2111-12 à R2111-17).
- D'autres leviers d'achat sont également bien représentés :
 - L'allotissement (L2113-10 à L2113-11),
 - Les variantes (R2151-8 à R2151-11),
 - La prise en compte du coût global (L2112-3),
 - La négociation (R2161-12 à R2161-23),
 - ou encore le suivi des conditions d'exécution (L2112-2)sont chacun mentionnés dans plus de 8 SPASER, témoignant d'un intérêt croissant pour des techniques permettant d'adapter finement les procédures aux objectifs de durabilité.
- Enfin, certaines pratiques demeurent plus marginales : les plans de progrès, la clause incitative ou les systèmes d'acquisition dynamiques sont peu mentionnés. Cela peut s'expliquer par une moindre connaissance de ces outils ou par leur diffusion encore limitée dans les stratégies d'achat durable.





Des questions/remarques/ compléments d'informations ?

Anne Bentz

animation@3ar-na.fr

Léonie Tripoteau

l.tripoteau@3ar-na.fr

Suivez notre actualité

sur notre site 3ar-na.fr

notre page LinkedIn

et notre groupe Rapidd

